

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 15/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

2, rue de l'Ancienne Mare
76140 LE PETIT QUEVILLY

Références : UDRD.2022.04.CD.18.CZ.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement METROPOLE ROUEN NORMANDIE implanté 2, rue de l'Ancienne Mare 76140 LE PETIT QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est ainsi attachée, le jour de la visite, à vérifier les conclusions sur les meilleures techniques disponibles s'appliquant au périmètre IED du site suite à la transmission du dossier de réexamen au titre de la directive IED du BREF Incinération le 3 décembre 2020 (et complété le 12 janvier 2022). Les observations relevées lors de la précédente visite d'inspection du 18 février 2021 ont également été passées en revue.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE ROUEN NORMANDIE
- 2, rue de l'Ancienne Mare 76140 LE PETIT QUEVILLY
- Code AIOT dans GUN : 0005800489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'unité d'incinération des boues de la station d'épuration Emeraude située à Petit-Quevilly, comporte deux fours d'incinération des boues de stations d'épuration urbaines d'une capacité de 5t/h chacun . L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 24 juin 1997 (modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 mars 2005 et 11 octobre 2012) à traiter 45 000 t/an de boues humides à 27 % de siccité, soit 12000 t de matières sèches par an.

Les deux lignes de four fonctionnent de manière alternative.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Filières de valorisation des cendres	Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, articles 10.1 et 10.2 ; annexes 7, 8 et 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Périmètre du ré-examen IED	Décision d'exécution du 12/11/2019, article annexe champ d'application	/	Sans objet
MTD considérées non applicables	Décision d'exécution du 12/11/2019, article annexe CMTD	/	Sans objet
Engagements NEA MTD applicables	Décision d'exécution du 12/11/2019, article NEA MTD rejets atmosphériques	/	Sans objet
Divers MTD applicables	Décision d'exécution du 12/11/2019, article annexe CMTD	/	Sans objet
Engagements NEA MTD applicables	Décision d'exécution du 12/11/2019, article NEA MTD rejets aqueux	/	Sans objet
Rapport de base	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30	/	Sans objet
Suites de la visite du 18 février 2021	Autre du 10/03/2021, article Observations 1 à 3 du rapport	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son dossier de réexamen IED remis le 3 décembre 2020 (et complété le 12 janvier 2022), l'exploitant s'engage à respecter les NEA MTD mentionnées dans la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.

L'exploitant confirme le jour de l'inspection qu'il respectera également, à compter du 3 décembre 2023, les valeurs limites d'émissions (VLE) établies par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier la VLE sur le paramètre NOx à 150 mg/Nm3.

Néanmoins, afin de pouvoir prendre acte de ces engagements, l'exploitant complètera et transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de trois mois, son dossier de ré-examen comprenant notamment :

- l'examen du pré-traitement mécanique des boues (par centrifugation) au regard des conclusions du BREF WT;
- la présentation des techniques alternatives à la chaudière de récupération de chaleur mise en œuvre sur le site et leur bilan énergétique;
- les NEA-MTD pour les émissions atmosphériques et rejets aqueux sur lesquelles l'exploitant s'engage;

- la proposition d'une surveillance plus régulière de la teneur en mercure des boues entrantes sur l'installation afin de démontrer que la surveillance en continu du mercure à partir de décembre 2023 ne sera pas nécessaire;
- la valeur limite d'émission (avec la méthode de calcul) et une surveillance pour le paramètre COT, en tenant compte du taux d'abattement de la station d'épuration et d'un facteur de conversion DCO/COT, afin de respecter la valeur limite d'émission dans l'eau de 40 mg/l de COT (indiqué à l'annexe 8 de l'AM du 12 janvier 2021);
- un rapport de "non soumission" au rapport de base tel que prévu par le guide DGPR d'octobre 2014, ou un échéancier de remise du rapport de base qui ne pourra excéder un an à compter de la réception du présent rapport d'inspection.

Ensuite, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé afin de mettre à jour notamment :

- les valeurs limites de rejet et la surveillance des émissions dans l'eau en particulier sur le paramètre COT;
- la liste des rubriques de la nomenclature applicables aux installations et notamment les rubriques dites "IED" n°3520 et 3532, et d'acter le BREF principal applicable ;
- et d'intégrer les prescriptions générales relatives aux installations IED prévues à l'article R.515-60 du code de l'environnement (en particulier les prescriptions du paragraphe f) relatives à la surveillance des sols et des eaux souterraines).

Enfin, l'exploitant justifiera à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois :

- qu'il a repris et évacué les cendres déjà expédiées (sur un site industriel) dans une filière dûment autorisée, ou que la filière de valorisation envisagée est autorisée pour un essai pilote dans la fabrication d'éléments en béton;
- que l'ensemble des éclairages de sécurité est remis en état de fonctionnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Périmètre du ré-examen IED

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article annexe champ d'application
Thème(s) : Risques chroniques, BREF WI
Prescription contrôlée : Activités visées et prises en compte dans le périmètre IED (visées et ou connexes à une rubrique 3000) et visées par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF principal Waste Incinération (WI) et/ou un BREF secondaire.
Constats : Le dossier de ré-examen prend en compte l'ensemble des activités visées par les rubriques 3520 a) pour les deux fours d'incinération et 3532 pour les opérations de pré-traitement mécaniques des boues (par centrifugation), ainsi que leurs activités connexes comme la station de traitement de l'épuration humide des fumées. Toutefois, l'inspection constate que le ré-examen n'est fait qu'au regard des conclusions du BREF Incinération de déchets. Aucun BREF transverse, notamment le BREF Traitement de déchets WT (directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil et arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED) n'est pris en compte.
Demande 2022/03-n° 1 : L'exploitant complétera et transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 3 mois, son dossier de ré-examen avec l'examen du pré-traitement mécanique des boues (par centrifugation) au regard des conclusions du BREF WT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MTD considérées non applicables

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article annexe CMTD
Thème(s) : Risques chroniques, BREF WI
Prescription contrôlée : Liste des MTD du BREF WI considérées non applicables dans le dossier de ré-examen remis par l'exploitant
Constats : L'exploitant considère que les MTD non applicables à ses activités sont les MTD 2, 8, 12, 13, 19, 23, 24, 26 et 36. L'inspection estime que la MTD 19 relative à l'utilisation d'une chaudière de récupération de chaleur est applicable aux installations d'incinération de boues, l'applicabilité de cette MTD n'étant exclue que pour les installations de traitement de déchets dangereux. Par conséquent la conformité à la MTD 2 relative à l'efficacité énergétique de l'installation, et liée à l'article 2.2.7 efficacité énergétique de l'arrêté du 12 janvier 2021 (rendement de la chaudière), serait également à évaluer. L'exploitant déclare qu'il ne dispose pas d'une chaudière à récupération de chaleur sur son installation mais que le procédé est construit de manière à optimiser la consommation d'énergie, par le ré-chauffage de l'air entrant dans le lit fluidisé, par un pré-traitement des boues optimisé à une siccité de 25% . Le jour de la visite l'inspection a constaté que l'air en entrée de four était porté à plus de 500°C et la siccité des boues en sortie de centrifugation proche de 25%. En ce qui concerne la MTD 20 également en relation avec l'efficacité énergétique, il ne peut être considéré que la MTD 20a) est mise en œuvre puisqu'aucune technique autre que la déshydratation mécanique des boues (par centrifugation) n'est mise en œuvre. Demande 2022/03-n° 2 : L'exploitant complètera et transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 3 mois, son dossier de ré-examen en présentant les techniques alternatives à la chaudière de récupération de chaleur mise en œuvre sur son site et leur bilan énergétique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engagements NEA MTD applicables

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article NEA MTD rejets atmosphériques
Thème(s) : Risques chroniques, BREF WI
Prescription contrôlée : Les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles (NEA MTD) applicables aux rejets dans l'air sont liées aux MTD 25 (poussières et métaux), 28 (HCl, HF, SO ₂), 29 (NO _x) et 30 (PCDD, PCDF) et à l'annexe 7 de l'arrêté du 12 janvier 2021. La fréquence de surveillance est établie par la MTD 4 et l'article 2.2.2 de l'arrêté du 12 janvier 2021.
Constats : Le nota 6) de l'article 2.2.2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 permet que : Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211. L'exploitant estime ainsi ne pas avoir à procéder à la surveillance en continue des rejets de mercure car il incinère uniquement des boues de STEP urbaines dont la composition serait stable. Il fournit dans son dossier une synthèses des données 2017 à 2020 des rejets dans l'air (max. 0,012 mg/Nm ³) et de la teneur des boues en mercure (moyenne de 0,75 mg/Kg de MS) basées sur les analyses semestrielles.

L'inspection considère que la synthèse s'appuie sur trop peu de données (seulement 6 mesures sur les boues) pour attester du caractère stable des boues incinérées sur l'installation.

Dans son dossier de ré-examen l'exploitant s'engage à respecter les NEA MTD air mais ne précise pas quelles valeurs il est en mesure d'atteindre (dans la fourchette NEA MTD).

Lors de la visite, il déclare s'engager à respecter les NEA-MTD suivants à compter du 3 décembre 2023 : 5 mg/Nm³ pour les Poussières, 150 mg/Nm³ pour le NO_x (nota 2 de l'article 7.1 de l'arrêté du 12 janvier 2021 - pour une capacité totale autorisée de moins de 100 kt/an), 8 mg/Nm³ pour le HCl, et 40 mg/Nm³ pour le SO₂.

La valeur sur le paramètre poussière est déjà respectée depuis les investissements réalisés sur les appareil de mesures suites aux dépassements constatés par l'inspection en 2017.

Le respect de la NEA-MTD pour le paramètre SO₂ nécessite encore une optimisation du laveur mais serait déjà effectif selon l'exploitant.

Demande 2022/03-n° 3 : L'exploitant complétera et transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 3 mois, son dossier de ré-examen en :

- confirmant les NEA-MTD pour les émissions atmosphériques sur lesquelles il s'engage;
- proposant une surveillance plus régulière de la teneur en mercure des boues entrantes sur l'installation afin de démontrer que la surveillance en continu du mercure à partir de décembre 2023 ne sera plus nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Divers MTD applicables

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article annexe CMTD

Thème(s) : Risques chroniques, BREF WI

Prescription contrôlée :

MTD 5 surveillance des émissions dans l'air en situation OTNOC.

Niveaux de performance environnementale associés à la MTD (NPEA) MTD14 teneurs en substances imbrulées des scories et mâchefers.

MTD 37 bruit

Constats : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'au titre de la MTD 5, il convient également de surveiller les émissions lors des phases de démarrage et d'arrêt, y compris lorsqu'aucun déchet n'est incinéré tous les trois ans.

En ce qui concerne le bruit, l'inspection rappelle à l'exploitant que les campagnes de mesures sont à renouveler tous les trois ans (conformément au chapitre 3.4 de l'APC du 9 mars 2005), contrairement à ce qui est indiqué dans son dossier de ré-examen.

L'inspection note que l'exploitant réalisera au plus tard en décembre 2023 des mesures de la teneur en imbrulé (perte au feu ou COT) sur les cendres de l'installation.

Observation : L'exploitant veillera à réaliser des mesures de bruit tous les 3 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engagements NEA MTD applicables

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article NEA MTD rejets aqueux

Thème(s) : Risques chroniques, BREF WI

Prescription contrôlée :

Les NEA-MTD applicables aux rejets dans l'eau sont liées à la MTD 34 et à l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Les fréquences de surveillance sont établies par la MTD 6 et l'article 2.2.3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

La surveillance des rejets aqueux est également réglementée par l'article 29 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchet non dangereux et l'article 3.1.10.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2005.

Pour le COT et la DCO la surveillance est :

- COT mensuelle au titre de la MTD 6,
- COT en continu au titre de l'article 2.2.3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 et de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 (sauf difficultés liées aux chlorures dans ce cas elle est journalière),
- DCO hebdomadaire au titre de l'APC du 9 mars 2005.

Constats : Dans son dossier de ré-examen l'exploitant s'engage à respecter, à compter du 3 décembre 2023, les valeurs limites qui sont établies par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Par contre, il ne démontre pas que la valeur limite de 360 mg/Nm³ établie pour la DCO en sortie de mini Step permettra de respecter une valeur exprimée en COT de 40 mg/l.

Il rappelle le jour de la visite que la VLE actuelle sur la DCO a été calculée sur la base d'un taux d'abattement théorique de la STEP Emeraude de 75% et une valeur cible au point de rejet au milieu naturel de 90 mg/m³. Suite à l'extension de la STEP courant 2019, le taux abattement réel actuel serait de 95 %. Par ailleurs, les rejets actuels de la mini step sont bien inférieurs à 360 mg/l.

La surveillance actuelle porte uniquement sur une DCO hebdomadaire (et non une COT en continue ou journalière en cas de présence de chlorure tel qu'imposé par les arrêtés ministériels).

Demande 2022/03-n° 4 : L'exploitant complètera et transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 3 mois, son dossier de ré-examen en proposant une valeur limite (avec la méthode de calcul) et une surveillance pour le paramètre COT qui tiennent compte du taux d'abattement de la station et d'un facteur de conversion DCO/COT (cf. observation) afin de respecter la valeur limite d'émission dans l'eau de 40 mg/l de COT (indiqué à l'annexe 8 de l'AM du 12 janvier 2021).

Observations : Le BREF WI ne permet pas la surveillance de la DCO à la place du COT.

Les autres BREF permettant un choix entre les deux paramètres prennent en compte un facteur 3 entre les deux (3 x BAT AEL COT = BAT AEL DCO). Toutefois le facteur de corrélation peut varier en fonction des caractéristiques de la matière organique présente et de la présence de matières minérales oxydables (principalement les chlorures).

L'exploitant veillera à remplacer la surveillance sur le paramètre DCO par celle sur le COT.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30
Thème(s) : Risques chroniques, état initial
Prescription contrôlée : Remise et contenu du rapport de base.
<p>Constats : L'inspection rappelle à l'exploitant que le rapport de base est un état des lieux représentatif de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines au droit des installations soumises à la réglementation dite IED avant leur mise en service ou, pour les installations existantes, à la date de réalisation du rapport de base.</p> <p>Il sert lors de la mise à l'arrêt de l'installation (article R. 515-75 du CE). Son objectif est de permettre la comparaison de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines, entre l'état du site au moment de la réalisation du rapport de base et au moment de la mise à l'arrêt définitif de l'installation IED et d'établir si l'installation est à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines.</p> <p>L'inspection constate que le bilan de fonctionnement décennal (transmis par courriel du 23 février 2022), établi en décembre 2016, ne répond pas à cette exigence d'état des lieux représentatif de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines au droit des installations dites "IED" du site.</p> <p>En ce qui concerne l'incinération de déchets non dangereux, le "Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED version 2.2" (DGPR octobre 2014) précise :</p> <p>"La remise du rapport de base est requise uniquement si le site utilise des réactifs ou additifs de manière récurrente répondant aux critères de substances ou mélanges dangereux conformément au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement."</p> <p>Demande 2022/03-n° 5 : L'exploitant remettra à l'inspection ,au plus tard sous un délai de 3 mois, soit un rapport de "non soumission" au rapport de base tel que prévu par le guide DGPR d'octobre 2014, soit un échéancier de remise du rapport de base qui ne pourra excéder un an à compter de la réception du présent rapport d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Filières de valorisation des cendres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 11/10/2012, articles 10.1 et 10.2 annexes 7, 8 et 9
Thème(s) : Risques chroniques, déchets sortants
Prescription contrôlée : Les prescriptions concernant la valorisation des cendres, définies à l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2012 fixent les critères de valorisation et élimination des cendres et utilisations admissibles (béton et technique routière). Les méthodes et critères retenus pour décider de l'élimination ou de la valorisation des cendres figurent aux annexes 7, 8 et 9 de l'arrêté préfectoral susvisé. La valorisation dans les bétons est ainsi permise sous réserve que soient établies : <ul style="list-style-type: none">- une convention avec les gestionnaires aval,- une procédure de suivi de la qualité qui garantisse le respect des critères des annexes 8 (non écotoxiques et inertes) et 9 (Valeurs limites de teneur sur brut en Zn, Pb, Cr, Cd, As et Hg),- une procédure de traçabilité jusqu'au lieu de valorisation.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré à l'inspection que les cendres issues de l'électrofiltre de l'installation de traitement des fumées ont fait l'objet d'un test en laboratoire (sur un lot de 30 kg) en vue de les utiliser dans la fabrication d'éléments en béton. Au préalable, l'exploitant a indiqué avoir réalisé les analyses prévues aux annexes 8 (valeurs limites de test potentiel polluant) et 9 (valeurs limites teneur sur brut) de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012 modifié. Ces analyses n'ont pas été présentées à l'inspection le jour de la visite. Les tests ayant été considérés concluant par l'exploitant, environ 10 t de cendres ont été expédiées en janvier 2022 auprès d'un industriel pour un essai. Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant que les cendres sont des déchets et que même si ces derniers sont conformes à l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012, le site qui les met en œuvre doit également être autorisé à les recevoir. Or, la société qui a réceptionné les cendres n'est pas, à ce jour, autorisée à recevoir des déchets de cendres sous le code déchet 19 01 14 et n'a formulé aucune demande à l'inspection concernant l'ajout de ce code déchet à son autorisation préfectorale. L'inspection a en effet constaté dans le registre "déchets" du site de traitement, la présence de 7,780 t de cendres reçues le 25 janvier 2022 (sous le code déchet 19 01 14) en provenance de la société Meropur. Demande 2022/03-n° 6 : L'exploitant reprendra les cendres expédiées et justifiera à l'inspection la nouvelle filière autorisée au plus tard sous un délai d'un mois, ou justifiera dans ce même délai que la filière envisagée est autorisée pour un essai pilote dans la fabrication d'éléments en béton.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites de la visite du 18 février 2021

Référence réglementaire : Autre du 10/03/2021, article Observations 1 à 3 du rapport
Thème(s) : Autre, divers
Prescription contrôlée : Observation n° 1 : l'exploitant s'assurera du bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité de l'ensemble du site et du remplacement de l'armoire électrique d'ici la fin d'année 2021. Observation n° 2 : l'exploitant veillera à ne pas superposer les fûts pouvant contenir les huiles usagées et s'assurera d'un moyen de rétention adapté pour chaque fût afin d'éviter tout risque de pollution accidentelle des sols. Observation n° 3 : l'exploitant s'assurera le cas échéant que la filière de valorisation des cendres envisagée est dûment autorisée et en informera au préalable l'inspection.

Constats :

Observation n° 1 : L'exploitant indique que le remplacement de l'armoire électrique est bien inscrit pour 2022. Par contre, il n'est pas en mesure de justifier que l'ensemble des éclairages de sécurité est bien remis en état de fonctionnement. L'inspection constate notamment, le jour de la visite, que celui de la salle de réunion ne fonctionne pas.

Observation n° 2 : L'inspection constate, le jour de la visite, que les fûts contenant notamment des huiles usagées sont mis sur rétention.

Observation n° 3 : Cette observation a été traitée dans le point de contrôle précédent relatif à la valorisation des cendres.

Demande 2022-03/n° 7 : L'exploitant justifiera à l'inspection au plus tard, sous un délai d'un mois, que l'ensemble des éclairages de sécurité est remis en état de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet